N° 368402

Société EON Climate & Renewables France Solar

6^{ème} sous-section jugeant seule

Séance du 12 février 2015

Lecture du 04 mars 2015

Conclusions

M. Xavier de Lesquen, Rapporteur public

I. La société Eon Climate & Renewables France Solar a conçu un projet de parc photovoltaïque au sol de près de 26 hectares, sur un terrain situé dans la commune de Bazas (Gironde).

Elle a présenté une demande de permis de construire en décembre 2010, le projet exigeant par ailleurs la délivrance d'une autorisation de défrichement (accordée par arrêté préfectoral du 25 septembre 2011), d'une autorisation de rejeter les eaux pluviales dans le ruisseau La Beuve, au titre de la police de l'eau (article L. 214-3 du code de l'environnement) et enfin l'acceptation de son offre par le ministre chargé de l'énergie pour que l'électricité produite bénéficie du prix d'achat règlementé.

Le préfet a ordonné en septembre 2012 une enquête publique conjointe, portant à la fois sur la demande de permis de construire et sur la demande d'autorisation au titre de la loi sur l'eau. Suite à l'avis favorable du commissaire-enquêteur et après que le conseil municipal de Bazas ait déclaré le projet d'intérêt général par délibération du 26 novembre 2012, et approuvé la mise en compatibilité de son plan d'occupation des sols, le préfet a accordé le permis de construire par arrêté du 15 février 2013.

L'association communale de chasse agréée (ACCA) de Bazas et les associations « Les amis de la Brèche » et « Sepanso Gironde » ont saisi le TA de Bordeaux d'un recours en annulation du permis de construire, ainsi que d'une demande de référé-suspension.

Par ordonnance du 26 avril 2013, le juge des référés a suspendu l'exécution du permis de construire. La société Eon s'est pourvue en cassation.

II. Le premier moyen d'irrégularité ne vous retiendra pas : l'ordonnance comporte les signatures requises.

III. Il est ensuite soutenu que l'appréciation de l'urgence repose sur un moyen soulevé d'office tiré de la méconnaissance du principe de précaution, qui n'est pas d'ordre public. Il est vrai que le JR est venu appeler ce principe au renfort de son raisonnement sans qu'il soit soulevé par les parties.

Vous pourriez donc relever cette ED. Mais nous devons dire que vous avez l'embarras du choix car trois autres moyens d'ED nous paraissent également fondés.

1. Il est certain que le JR n'a pas procédé à une appréciation globale de l'urgence, en mettant en balance les arguments des requérants tendant à démontrer l'urgence à suspendre avec ceux des autres parties, tirés de l'intérêt public et des intérêts privés en jeu, tendant au contraire à établir l'urgence à exécuter la décision (cf. Préfet des Alpes-Maritimes – Société Sud-Est Assainissement (sect., 28 février 2001, Préfet des Alpes-Maritimes – Société Sud-Est Assainissement, n° 229562, 229563, 229721, au Recueil).

Il s'est fondé sur l'imminence des travaux de défrichement et de décapage du terrain, en particulier leur effet sur l'environnement, sans se prononcer sur les arguments du préfet et de la société mettant en avant l'intérêt général à exécuter l'arrêté.

2. Nous paraît également fondé le moyen d'ED tiré de ce que l'appréciation de l'urgence repose sur les effets de l'exécution du permis de défricher, et non sur celui du permis de construire. Après avoir relevé que la société pétitionnaire avait fait valoir qu'elle ne commencerait les travaux d'aménagement de la centrale photovoltaïque qu'après avoir vu son offre retenue dans le cadre de l'appel d'offres pour le rachat d'électricité lancé au printemps 2013, dont les résultats ne devaient être connus qu'au printemps 2014, le juge a estimé qu'il n'était pas établi que les premiers travaux de défrichement puis de décapage du terrain n'étaient pas susceptibles de débiter.

Certes cette appréciation apparaît purement factuelle, et ne repose pas explicitement sur la délivrance du permis de défricher (délivré en application de l'article L. 311-1 du code forestier, et au titre d'une législation indépendante de celle du permis de construire : 14 avril 1999, Commune de la Petite Marche et autres, n° 192511, aux Tables ; CE, 18 mai 1998, Commune de Verrières-le-Buisson, n° 184417 ; CE, 15 octobre 2004, Commune de la Rochette, n° 227506). Il n'empêche que l'ED nous paraît certaine car l'élément d'urgence que le JR a retenu ne résulte pas de l'exécution du permis de construire.

3. Enfin, vous pourrez voir une ED dans l'application du principe de précaution, que le JR a appelé au soutien de l'appréciation de l'urgence.

Son applicabilité n'est pas douteuse (cf. Société Orange France, 30 janvier 2012, n° 344992, au Recueil). Mais encore faut-il établir que l'état des connaissances scientifiques rend incertaine la

réalisation d'un dommage pouvant affecter de manière grave et irréversible l'environnement. Or une telle démonstration n'est pas même ébauchée.

Vous avez donc l'embarras du choix pour annuler l'ordonnance attaquée pour ED

Vous pourrez régler l'affaire au titre du référé.

En matière d'urbanisme, la condition d'urgence est présumée lorsque les travaux vont commencer ou ont déjà commencé sans être pour autant achevés : 22 mars 2010, Mme S..., n° 324763, aux T. En l'espèce, et en l'état des informations qui vous sont soumises, aucun élément ne laisse supposer que tel serait le cas.

Vous pourrez rejeter la demande de suspension.

Vous pourrez mettre à la charge de l'association communale de chasse agréée de Bazas et des associations « Les amis de la Brèche » et « Sepanso Gironde » la somme de 1 000 euros chacune en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Tel est le sens de nos conclusions.